L’extrême-droite européenne renonce à la rupture avec l’UE et l’euro pour gouverner



Partout en Europe, l'extrême-droite fait son beurre du rejet massif de l'Union européenne dans les catégories populaires et de l'incapacité de la gauche antilibérale ou anticapitaliste à porter ce rejet. L'extrême gauche refuse d'entendre ce rejet, ou pire, l'associe systématiquement au nationalisme et à la xénophobie. L'extrême droite peut se frotter les mains : aux yeux du prolétariat, elle incarne la seule opposition à l'Union européenne.

Pourtant, il n'y a aucun lien entre le rejet des institutions européennes et le rejet des immigré.e.s. Ce lien est construit par l'extrême-droite, qui s'appuie sur la conscience spontanée des prolétaires (qui perçoivent bien que l'UE est une arme de la classe dominante pour les asservir davantage) pour l'entraîner sur son terrain nauséabond. Malgré ce travail de sape de l'extrême-droite, la corrélation entre le rejet de l'UE et le rejet des immigrés n'est pas aussi forte que le colporte une certaine extrême gauche. Le dernier sondage en date (*cf.* https://elabe.fr/elections-europeennes/) indique que par exemple que les plus de 65 ans sont moins favorables que la moyenne à la libre circulation des humains dans l'espace Schengen (46% contre 52%), alors qu'ils sont nettement plus favorables au maintien dans l'euro (82% contre 68%). Le clivage de classe se fait principalement sur l'euro : 24% des cadres sont pour la sortie de l'euro contre 56% des ouvriers.

L'extrême droite a opéré un tournant tactique anti-UE (conjuguée avec un discours plus « social ») dans les années 1990 pour s'ancrer dans l'électorat populaire. C'est le cas notamment du FN en France qui dans les années 1980 chantait les vertus de l'UE (*cf.* https://lc.cx/msLD). Car le fond de commerce de l'extrême-droite, c'est l'hostilité aux immigrés, la défense des Français de souche contre les autres. Le tournant « souverainiste » a été tactique, et aujourd'hui l'extrême-droite prend un nouveau tournant. Bien sur, elle ne peut pas abandonner complètement le discours souverainiste et anti-UE. Mais elle le secondarise, et surtout elle indique qu'il n'est plus question de rompre avec l'UE et avec l'euro. C'est la condition pour son accès au pouvoir, en coalition avec des forces bourgeoises traditionnelles, pour gérer loyalement les affaires de la bourgeoisie. Pour de telles alliances, tout est négociable (l'ampleur des attaques contre les immigrés, le renforcement autoritaire des États, etc.) sauf le maintien dans l'UE et l'euro. Car contrairement à ce que martèle une certaine extrême gauche, les bourgeoisies européennes ne veulent à aucun prix défaire les institutions européennes, indispensables à la poursuite et à l'accentuation des attaques contre les

travailleurs/ses. Défendre une réelle rupture avec l'UE, ce n'est pas aller sur le terrain de l'extrême-droite : seule les forces anticapitalistes peuvent aujourd'hui porter de façon crédible une telle rupture, en l'articulant à l'ensemble d'un programme communiste. A condition bien sur de vouloir poser concrètement la question du pouvoir et des mesures de transition, et non de se complaire dans un anticapitalisme abstrait et donc impuissant.

Aujourd'hui, l'extrême-droite est au pouvoir dans plusieurs pays de l'Union européenne. Dans plusieurs autres pays, elle peut y prétendre à moyen terme. Et partout, elle met de côté son discours anti-UE pour se recentrer sur un discours identitaire anti-immigré et islamophobe.

En Italie, la Ligue et le Mouvement 5 Etoiles (M5S) vont donc gouverner ensemble. Avant les élections, le M5S avait abandonné sa proposition d'organiser un référendum sur l'euro. Le remplacement de Beppe Grillo par le jeune arriviste Di Maio s'est accompagné d'un tournant à droite et moins hostile à l'UE. Ces deux mouvements ne se sont pas fait prier longtemps pour « rassurer » les « marchés » et les institutions européennes : dans leur programme commun de gouvernement, il n'est pas question d'une hypothétique sortie de l'euro ou d'annuler une partie de la dette. Ils montrent ainsi que leur discours anti-UE était de la poudre aux yeux. Mais ce n'était pas encore assez pour les institutions européennes. De façon abrupte, le commissaire européen au budget a affirmé que les marchés apprendront aux Italiens à bien voter ! En attendant, les institutions européennes et le président italien ont mis leur veto à la nomination d'un ministre de l'économie trop hostile à l'euro (Savona), même s'il est lié aux milieux patronaux. Les deux ministres clés du gouvernement (affaires étrangères et économie) sont des partisans clairs de l'euro, et Savona est ministre « fictif » sans portefeuille. Bref, la Ligue et le M5S se sont couchés devant les institutions européennes... qui par contre ne sont pas du tout préoccupés du programme anti-immigrés de cette coalition !

En Autriche, un gouvernement associe la droite (ÖVP, 31% en 2017) à l'extrême-droite (FPÖ, 26% en 2017). Avant les législatives de 2017, le FPÖ avais déjà reculé sur ses promesses sociales et son discours anti-UE, préparant les conditions d'une participation au gouvernement. Le FPÖ se vante de s'être rapproché des milieux patronaux, et le nouveau gouvernement accentue les réformes néolibérales des gouvernements précédents. Le FPÖ détient le ministère de l'intérieur, ce qui lui permet d'avoir la main sur l'appareil répressif et la chasse aux migrant-e-s.

En Finlande, le parti des Vrais Finlandais (sic) participe au gouvernement avec des partis de droite, suite aux élections législatives de 2015 où il a recueilli 18% des voix. Ce parti a émergé il y a une dizaine d'années, en se faisant passer pour un défenseur des acquis sociaux et de l'État providence. Il prônait avant 2015 la rupture avec l'UE et l'euro, mais a fait un virage à 180 degrés. Le leader du parti, Timo Soini, est ministre des affaires étrangères et tout se passe très bien avec les institutions européennes.

En Bulgarie, le regroupement d'extrême droite « Patriotes Unis » participe au

gouvernement depuis 2017 (9% aux législatives), en alliance avec la droite. Le gouvernement est totalement pro-UE et pro-OTAN.

En Slovaquie, le parti national slovaque (9% en 2016) participe au gouvernement dirigé par un parti classé à gauche, là aussi dans le cadre de l'UE et de l'euro.

En France enfin, le Front national a effectué un virage suite à l'élection présidentielle. Il n'est plus question de rupture avec l'euro, du moins à court terme, le parti se recentrant sur les questions identitaires et anti-immigrés. Le discours « social » est lui aussi mis au second plan. Le départ de Philippot marque la victoire des partisans d'un FN « identitaire », ce qui ouvre la voie à une possible alliance, à moyen terme, avec la droite de Wauquiez, sur la base d'un renforcement des appareils répressifs d'Etat, d'un durcissement de la politique anti-immigrée, et d'une politique économique libérale. A moyen terme, le retrait de Marine Le Pen et l'émergence de Marion Maréchal (ou d'une autre figure de l'aile identitaire du FN) pourraient faciliter la conclusion d'une telle coalition.

Au NPA, nous devons élaborer des positions concrètes sur l'UE et sur la question de la monnaie, et expliquer que ces forces d'extrême droite sont tout à fait compatibles avec les institutions européennes qui tolèrent parfaitement leur programme réactionnaire et anti-immigrés. Leur discours anti-UE était un leurre pour tromper les travailleurs/ses et ils ont bien compris qu'ils devaient donner des gages aux bourgeoisies européennes pour pouvoir participer aux gouvernements bourgeois de l'UE. L'extrême gauche devrait aujourd'hui expliquer qu'elle est la seule force politique qui veut réellement rompre avec l'UE, parce qu'elle est la seule qui veut détruire ce système capitaliste et construire un monde socialiste. La rupture avec l’Union Européenne et sa monnaie doit aujourd'hui être intégrée de façon explicite et assumée dans notre programme de rupture avec le système capitaliste.

Gaston Lefranc, le 5 juin 2018